



Coronavirus: les mesures de retrait de l'école jugées tardives

Paris, 25 févr. 2020 (AFP) -

"Hier, j'étais à l'école toute la journée, le risque a en quelque sorte été pris": comme d'autres professeurs ou élèves ayant passé des vacances dans des zones touchées par le nouveau coronavirus, Marine est priée de rester chez elle depuis mardi matin, une mesure qui pour beaucoup arrive "un peu tard".

Lundi, le ministère de l'Education a écrit aux rectorats pour relayer les consignes du ministère de la Santé qui recommande que les élèves revenant de Chine, de Singapour, de Corée du Sud et de Lombardie et Vénétie en Italie, touchés par le nouveau coronavirus, restent chez eux durant 14 jours suivant le retour.

Ces recommandations étaient déjà en vigueur pour la Chine (Chine continentale, Hong Kong, Macao) et ont été élargies vendredi à Singapour puis dimanche aux deux provinces italiennes de Lombardie et Vénétie ainsi qu'à la Corée du Sud.

Mais, retour de vacances de février oblige, il a fallu attendre lundi après-midi pour que plusieurs rectorats les transmettent aux chefs d'établissements. Des professeurs et des élèves ayant passé leurs vacances dans ces zones ont ainsi pris le chemin de l'école lundi matin comme si de rien n'était.

Marine de Thieux, professeure d'EPS dans une école élémentaire à Paris est l'un d'entre eux. Partie à Singapour et en Malaisie, elle en est rentrée dimanche avant d'"aller travailler normalement lundi toute la journée". "Il n'y avait pas de directive particulière, ni aucune mesure de sécurité à mon retour à l'aéroport de Roissy", raconte-t-elle.

"Suite à un mail de la directrice mardi matin me transmettant les nouvelles recommandations, je l'ai appelée et elle m'a demandé de ne pas venir à l'école pendant deux semaines", poursuit-elle.

L'enseignante regrette que ces mesures "arrivent un peu tard". "Hier, j'étais à l'école toute la journée, le risque a en quelque sorte été pris, même si j'ai fait plusieurs tests, tous négatifs, pendant mon voyage", rassure-t-elle.

"Soucis d'organisation" Au lycée Jules Ferry à Paris, deux professeurs ayant séjourné dans le Nord de l'Italie ont été priés de rentrer chez eux lundi après-midi, après avoir fait classe toute la matinée. Idem pour deux élèves.

Trois autres professeurs qui n'ont pas accédé au lycée mais ont voyagé également dans cette zone doivent aussi rester chez eux durant quatorze jours.

"L'information du rectorat ne nous est malheureusement parvenue que lundi en début d'après-midi. Cela aurait été plus confortable d'avoir les consignes durant le week-end", explique Christel Boury, proviseure de cet établissement et secrétaire nationale du premier syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN).

Selon elle, c'est "un vrai effet de choc pour un professeur ou un élève en bonne santé d'apprendre qu'il est interdit d'accès au lycée durant tout ce temps, et ce n'est pas évident à gérer", ajoute-t-elle.

Le retrait de l'école durant quatorze jours pose aussi des soucis d'organisation à certains parents.

Ainsi, Anne, mère de famille en Bretagne vit un "véritable casse-tête" depuis lundi. "Ma fille de 12 ans revient d'un séjour dans le Nord de l'Italie. On va respecter les recommandations et elle ne retournera à l'école que dans quatorze jours mais pour épargner notre petit dernier et pour pouvoir continuer notre travail, on va la mettre chez ses grands parents durant ce temps de quarantaine", raconte cette maman.

Mais tous les parents n'ont pas cette option. Rodrigo Arenas, président de la principale fédération de parents d'élèves FCPE, dénonce une mesure "inefficace". "On sait que pour un cas de varicelle les parents mettent les gamins à l'école faute de mode de garde. S'ils n'ont pas un employeur bienveillant ça va être compliqué de ne pas aller travailler pendant quatorze jours", assure-t-il.

asm-ito/epe/cbn

Afp le 25 févr. 20 à 17 28.